Cahier de doléances du Tiers État de Festigny (Marne)

Cahier des remontrances et demandes du Tiers état du village et communauté de Festigny, pour satisfaire au règlement fait par le Roi par sa déclaration rendue le 24 janvier 1789.

Chapitre 1^{er}.

Concernant la Noblesse. Que les édits, règlements portant l'établissement d'une noblesse militaire seront ponctuellement exécutés selon leur forme et teneur ; en conséquence, que les nobles entrèrent de plein droit au service en qualité d'officiers, et les roturiers ne pourront prétendre à cette qualité qu'ils n'aient eu deux ans de service comme soldat, caporal ou sergent ; que même les nobles pourront, sans déroger à leur noblesse, faire le commerce soit en gros, soit en détail, et exercer l'agriculture tant en propriété qu'en admodiation.

Chapitre 2.

Concernant l'Église. Que le sort des curés et surtout des curés de campagne sera porté au moins à 1200 livres de revenus, non compris les offrandes, oblations, fondations, creux de la fabrique et casuels ; et sera le revenu des cures excédant 1200 livres réduit à ladite somme et réparti sur celles dont le revenu est moindre ; en cas d'insuffisance, y sera pourvu ainsi que pour le revenu des dîmes.

La réunion de toutes les communautés religieuses, tant hommes que filles, n'étant composées que de 6 à 7 profès, seront supprimées et leurs biens réunis au domaine du Roi. Les religieux supprimés, transférés dans des maisons de leur ordre pour y composer une communauté de 20 membres, afin que la régularité y soit exactement observée, et les pensions desdits religieux, dont les communautés se trouveront supprimées, payées et les fondations acquittées sur leurs revenus.

Chapitre 3.

Concernant la Finance. Il serait nécessaire pour tous les sujets du Roi et l'intérêt de Sa Majesté qu'il n'existe que peu d'employés, qui, par leurs appointements considérables, réduisent incontestablement les revenus du Roi ; et en supprimant un grand nombre, ainsi que les droits en définitif, il en reviendrait au coffre du Roi un fonds beaucoup plus considérable.

Les gabelles doivent entrer aussi dans la suppression. Le sel ferait une partie du commerce, et se distribuerait au peuple à moindre prix qu'il se vend aujourd'hui. Les officiers de ces gabelles, ainsi que les employés, étant de même supprimés et leurs gages anéantis, il reviendrait aussi à Sa Majesté une somme annuelle et plus considérable à son trésor royal.

Chapitre 4.

Pour la Justice. Faire un règlement pour simplifier la procédure, qui aujourd'hui devient la ruine du peuple, si cela n'était arrêté, de même que les droits de contrôle et de greffe ; établir des juges connus, non seulement pour leur talent, encore autant par la délicatesse de leur désintéressement pour juger sans aucun droit, vacation ni épices, les différentes contestations qui s'élèveraient contre les parties et qui leur seraient proposés par elles verbalement ou par mémoire, ou sans avoir besoin de procureur, et serait payée annuellement une somme honnête à chacun des juges ou commissaires.

Réformer un grand nombre d'huissiers, répandus aujourd'hui dans les campagnes, qui, plusieurs d'entre eux peu délicats pour faire des frais, tels que des exprés de voyages, transports, et non vrais, deviennent la ruine du débiteur et souvent du créancier ; alors, faire à cet effet aux huissiers une taxe par chaque lieue, leur enjoindre de tenir registre jour par jour des exploits donnés, visés par les juges des lieux, à leur défaut curés ou syndics.

Chapitre 5.

Art. 1^{er}. Il conviendrait de supprimer les impôts pour les corvées qui, comme l'on sait, sont onéreux pour les personnes de la campagne, qui profitent le moins du bénéfice des routes, et pour leur entretien le mieux serait d'établir des barrières à trois lieues de distance les unes des autres, où il serait payé un droit.

2. Il serait nécessaire que Sa Majesté soit très humblement suppliée que la province de Champagne soit régie en pays d'État, tel que cela se fait en Dauphiné.

3. Qu'il y ait égalité d'impôt entre tous les sujets du Roi, dans la proportion de leur faculté, sans distinction de rang ni d'état. Pour cela, abolition de tout privilège personnel ; l'impôt en nature est le plus juste et le moins onéreux dans sa perception pour le contribuable, qui paie sans frais.

4. Défendre aux administrateurs des domaines toutes recherches sur les actes une fois contrôlés.

Et ont, les habitants, signé avec nous et notre greffier, ensemble, les sieurs Lorin et Hoyon, députés, les autres habitants nous ayant déclaré ne savoir écrire ni signer, après lecture faite, et avons coté les pages par première et dernière du présent cahier, de même paraphé de nous.

Fait et arrêté le 2^e mars 1789.